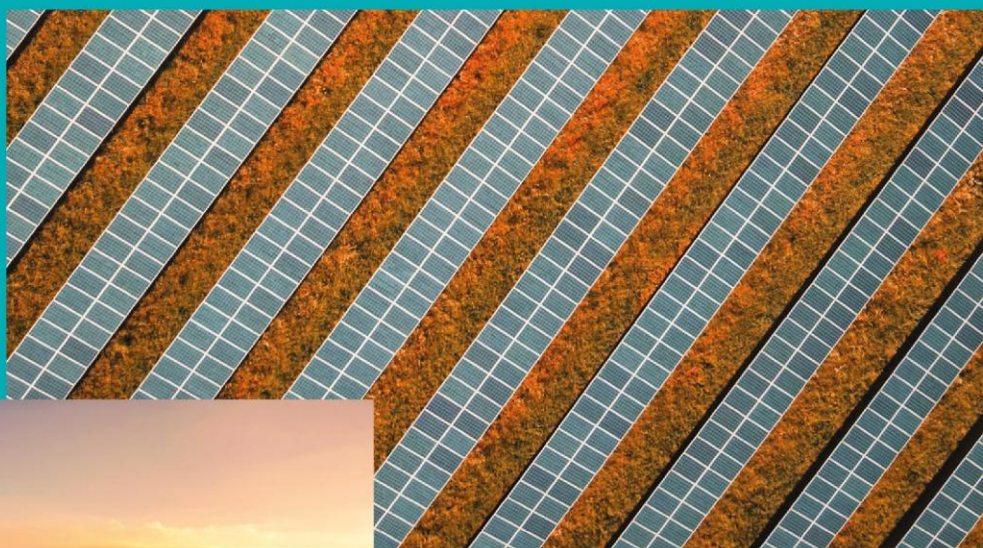


MEMOIRE EN REPONSE
AU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE
DES OBSERVATIONS
DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Projet éolien de La Chapelle

Décembre 2025



EOLISE

*Développement de
projets éoliens
et photovoltaïques*

3 avenue Gustave Eiffel
86360 Chasseneuil-du-Poitou
05 49 38 88 25

Dossier suivi par :

Léopold Fournier – Chef de projets :

l.fournier@eolise.fr – 06 40 29 09 45

Baptiste Wambre – Responsable développement :

b.wambre@eolise.fr - 07 68 52 60 76

SAS PARC EOLIEN de La Chapelle

Business Center 4^e étage

3 avenue Gustave Eiffel – Téléport 1

86 360 Chasseneuil-du-Poitou

Le parc éolien de La Chapelle, développé par la société EOLISE pour le compte de la société Parc éolien de La Chapelle, suit une instruction dans le cadre d'une demande d'Autorisation Environnementale depuis le 6 juin 2025. Le projet a été soumis à enquête publique du 8 septembre au 8 décembre 2025.

Le commissaire enquêteur a transmis au pétitionnaire en date du 12 décembre 2025, le procès-verbal de synthèse des observations émises pendant l'enquête publique.

Le présent document vise donc à répondre aux demandes émises dans le procès-verbal de synthèse, en complément des quatre mémoires en réponses déjà produits et de faire un bilan de la consultation du public.

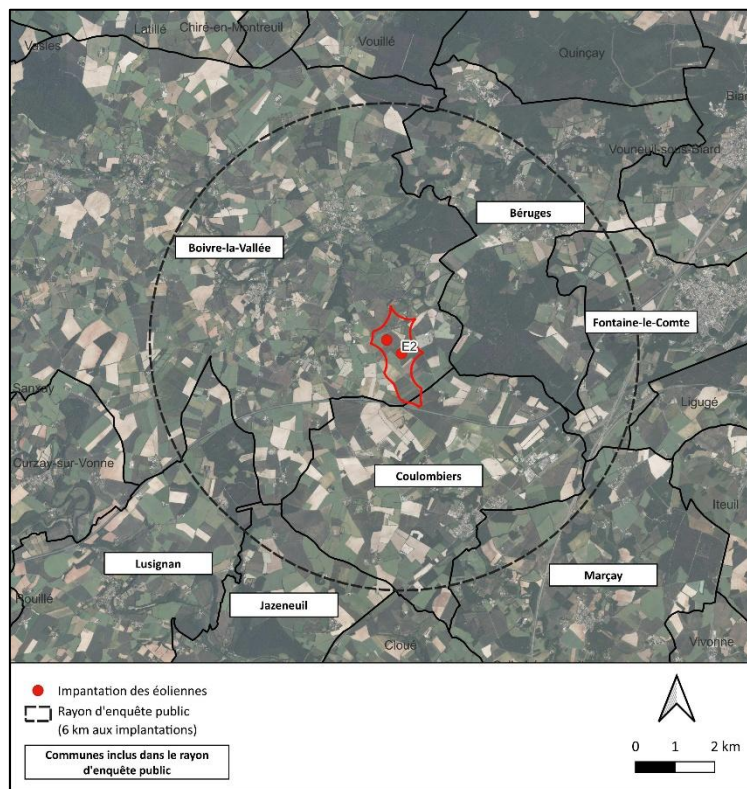
Table des matières

1.	Analyse des contributions de la consultation du public	4
1.1.	Le rayon de la consultation public.....	4
1.2.	Le nombre de contributions.....	5
1.3.	L'analyse des contributions	5
2.	Traitement des contributions selon la thématique.....	8
2.1.	Acceptabilité	8
2.1.1.	Favorable	8
2.1.2.	Défavorable	8
2.2.	Administratif	9
2.2.1.	Compatibilité documents de planification,.....	9
2.2.2.	Avis élus (Communes, Communauté de Communes, Département)	9
2.2.3.	Référence jugement - décision.....	9
2.2.4.	Réflexions sur les réunions publiques :.....	10
2.2.5.	Statut éolise, garanties financières.....	10
2.2.6.	Engagement du pétitionnaire	11
2.2.7.	Avis favorable pour les Grandes Brandes	11
2.3.	Écart étude	11
2.3.1.	Étude d'impact milieu, biodiversité, avifaune, chiroptères	11
2.3.2.	Étude paysagère.....	14
2.3.3.	Mesures éviter, réduire, compenser	16
2.3.4.	Photomontages.....	16
2.3.5.	Étude acoustique	16
2.3.6.	Étude dangers	16
2.3.7.	Sites alternatifs	16
2.3.8.	Raccordement au réseau.....	16
2.3.9.	Autorisation destruction espèce protégée	17
2.3.10.	Étude géotechnique	17
2.4.	Économie :	17
2.4.1.	Commune, habitants.....	17
2.4.2.	Immobilier,.....	17
2.4.3.	Terres agricoles,	17
2.4.4.	Tourisme – Château de Montreuil Bonnin.....	17
2.5.	Paysage	17
2.5.1.	Impact paysage naturel	17
2.5.2.	Impact patrimoine,.....	18
2.5.3.	Impact lieu de vie	18
2.5.4.	Répartition sur le territoire	18
2.5.5.	Saturation visuelle effet cumulatif.....	18
2.6.	Production électrique.....	18
2.6.1.	Réchauffement climatique, interrogation	18
2.6.2.	Production - Rendement.....	19

2.6.3.	Photovoltaïque, nucléaire,	19
2.6.4.	Impacts distribution de l'électricité, faisceau hertzien, coût.....	19
2.7.	Santé :	19
2.7.1.	Infrasons,.....	20
2.7.2.	Pollution lumineuse,.....	20
2.7.3.	Pollution sonore	20
2.7.4.	Production animale	21
2.7.5.	Composition, Dégradation des composants des éoliennes	21
2.8.	Recyclage, démantèlement	22
2.9.	Divers	22
2.10.	Réflexions du public sur les réponses du pétitionnaire.....	23
3.	Prise en compte de la consultation du public	29
3.1.	Réponses apportées aux contributions	29
3.2.	Éléments supplémentaires et évolution apportés au dossier	29
3.2.1.	La prise en compte des Grandes Brandes.....	29
3.2.2.	Le photomontage depuis le château de Montreuil-Bonnin.....	30
3.2.3.	Réponses et éléments supplémentaires par AEPE Gingko.....	31
3.2.4.	Mis à disposition de l'étude du productible.....	31
3.3.	Évolution des mesures	31
3.3.1.	Concernant la protection des élevages à proximité	31
3.3.2.	Remise en état des voies	32
3.3.3.	Mesure E12 : Bridage des éoliennes pour les Busards	32
3.3.4.	Préservation des haies.....	32

1. Analyse des contributions de la consultation du public

1.1. Le rayon de la consultation public



Carte 1 : Rayon de la consultation public

Le rayon de consultation du public correspond au périmètre défini autour d'un projet à l'intérieur duquel les communes concernées sont tenues de se prononcer officiellement et d'assurer l'affichage des avis de consultation du public.

Celui-ci est défini comme un rayon de 6 km autour des implantations des éoliennes, correspondant aux communes les plus susceptibles d'être impactés par le projet. Les communes suivantes sont concernées :

- Béruges
- **Boivre-la-Vallée**
- Coulombiers
- Fontaine-le-Comte
- Jazeneuil
- Lusignan
- Marçay

Contrairement à ce qui est mentionné dans le PV de Synthèse, les communes de Cloué et de Ligugé ne sont pas incluses dans ce périmètre.

Les contributions individuelles sur le registre ne sont quant à elles pas limitées géographiquement.

1.2. Le nombre de contributions

Lors de cette consultation du public, 471 contributions ont été déposées sur le registre dématérialisé entre le 8 septembre et le 8 décembre.

Au regard des dernières années, la participation à la consultation apparaît modérée pour un projet éolien en Poitou-Charentes, en particulier compte tenu de l'allongement du délai de contribution prévu par la loi Industrie verte, qui porte la durée des consultations du public à trois mois, contre un mois pour les enquêtes publiques.

En effet, certaines enquêtes publiques récentes en Vienne ont comptabilisé un bien plus grand nombre d'observations, avoisinant le millier de contributions, par exemple :

- Parc éolien de Rochereau III (86) 18/10/2021 – 27/11/2021 : 1 170 contributions
- Parc éolien de Verrières (86) 06/10/2025 – 07/11/2025 : 1 164 contributions

Néanmoins, cela reste supérieur aux procédures récentes sur le même secteur :

- Plaine de Beaulieu (86) 13/06/2022 – 13/07/2022 : 228 contributions émanant de 134 contributeurs
- Parc éolien des grandes Brandes (86) 10/04/2025 – 10/07/2025 : 170 contributions émanant de 58 contributeurs

1.3. L'analyse des contributions

Tableau 1 : Répartition des contributions nominatives et anonymes

CONTRIBUTIONS	FAVORABLES	DEFAVORABLES	TOTAL
Anonyme	2 (0,4 %)	69 (14,6 %)	71 (15,5 %)
Nominative	4 (0,8 %)	374 (79,4 %)	398 (84,5 %)
Associative	0 (0,0 %)	22 (4,7 %)	22 (4,7 %)
TOTAL	6 (1,3 %)	465 (98,7 %)	471

Sur les 471 contributions, 398 étaient nominatives (84,5 %) et provenaient de 112 contributeurs identifiés et 6 associations différentes. Le nombre de contributeurs identifiés est similaire à celui observé lors de projets récents dans le secteur (Beaulieu et Les Grandes Brandes). Les 71 contributions anonymes ont été émises par 52 adresses IP différentes, mais elles ne peuvent pas être considérées comme des contributeurs distincts en l'absence d'informations supplémentaires. En effet, une personne peut émettre plusieurs avis sur des dispositifs différents (ordinateur, téléphone, tablette...), disposant d'adresse IP différentes.

Les 10 contributeurs les plus actifs ont déposé à eux seuls 204 contributions, soit 43,3 % de la totalité des contributions déposées, et 51 % de toutes les contributions ont été déposées par seulement 15 contributeurs. La majorité des contributions ont donc été déposées par un nombre restreint de contributeurs.

Tableau 2 : Localisation des contributions selon le code postal déclaré par les contributeurs

Communes	Nombre de contributions	Proportion	Nombre de contributeurs	Proportion
Boivre-la-Vallée (86)	243	51,6 %	69	40,6 %
Ayron (86)	6	1,3 %	5	2,9 %
Poitiers (86)	5	1,1 %	5	2,9 %
Coulonges (86)	2	0,4 %	2	1,2 %
Nieuil l'Espoir (86)	3	0,6 %	2	1,2 %
Bonneuil-Matours (86)	2	0,4 %	1	0,6 %
Bouguenais (44)	1	0,2 %	1	0,6 %
Cernay (86)	3	0,6 %	1	0,6 %
Champagné le Sec (86)	14	3,0 %	1	0,6 %
Fontaine-le-Comte (86)	1	0,2 %	1	0,6 %
Jazeneuil (86)	6	1,3 %	1	0,6 %
La Roche-Posay (86)	1	0,2 %	1	0,6 %
Moncontour (86)	9	1,9 %	1	0,6 %
Mouterre-Silly (86)	2	0,4 %	1	0,6 %
Paris (75)	1	0,2 %	1	0,6 %
Quinçay (86)	1	0,2 %	1	0,6 %
Rouillé (86)	3	0,6 %	1	0,6 %
Saint-Laurent de Jourdes (86)	6	1,3 %	1	0,6 %
Sanxay (86)	3	0,6 %	1	0,6 %
Saulgond (16)	1	0,2 %	1	0,6 %
Savigny Lévescault (86)	1	0,2 %	1	0,6 %
Sénillé-Saint6Sauveur (86)	12	2,5 %	1	0,6 %
Tours (37)	1	0,2 %	1	0,6 %
Vasles (79)	2	0,4 %	1	0,6 %
Verrières (86)	11	2,3 %	1	0,6 %
Vézières (86)	8	1,7 %	1	0,6 %
Inconnu	123	26,1 %	66	38,8 %
Total	471	100,0 %	170	100,0%

Communes incluses dans le rayon d'enquête public

Tableau 3 : Localisation des contributeurs résidant sur les communes concernées pas le rayon d'enquête public

Communes	Nombre de contributeurs (hors associations)	Proportion parmi les contributeurs identifiés (hors association)
Boivre la Vallée	69	59,8 %
Fontaine le Comte	1	0,9 %
Jazeneuil	1	0,9 %

Tableau 4 : Nombre d’habitants au sein des communes incluses dans le rayon de la consultation du public

Communes	Nombre d’habitants en 2022 (INSEE)
Boivre-la-Vallée	3 041
Jazeneuil	797
Lusignan	2 556
Coulombiers	1 143
Béruges	1 538
Fontaine-le-Comte	3 971
Marçay	1 119
TOTAL	14 165

Les communes situées dans le rayon de consultation du public (6 km) cumulaient, en 2022, 14 165 habitants selon l’INSEE. Au cours de la consultation du public, 250 contributions provenaient de contributeurs déclarant résider dans une commune incluse dans ce périmètre, soit 53 % de l’ensemble des contributions. **Ces contributions ont été émises par 71 contributeurs distincts, en excluant les contributions émises au nom d’associations, et concernaient uniquement, à deux exceptions près, des résidents de Boivre-la-Vallée.**

Cette analyse permet d’estimer qu’environ 0,5 % de la population concernée par le périmètre de l’enquête publique s’est exprimée. Ainsi, la mobilisation de la population par rapport au projet est restée relativement faible sur le territoire.

2. Traitement des contributions selon la thématique

La partie suivante reprend le chapitre 3 : *Traitement des contributions selon la thématique* du PV de synthèse pour y apporter les réponses complémentaires demandées. Le document s'organise de la manière suivante :

Texte issu du procès-verbal de synthèse

Réponse du pétitionnaire extrait des mémoires en réponse intermédiaire et citées dans le PV de synthèse

Réponse du pétitionnaire :

2.1. Acceptabilité

2.1.1. Favorable

Contribution n° 331 : « OUI au projet éolien de la Chapelle. Je souhaite exprimer un avis clairement favorable au projet éolien. Depuis des années, le débat sur l'énergie éolienne tourne en rond, souvent parasité par des affirmations approximatives, des peurs infondées ou des arguments systématiquement négatifs. Il est temps de revenir à l'essentiel : la transition énergétique, la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles et le développement d'infrastructures locales, propres, maîtrisées. »

Ce témoignage a le mérite de mettre en lumière un état de fait.

Pas de demande de complément.

2.1.2. Défavorable

Les exemples retenus témoignent de positions radicales exprimées par le public. Ils n'attendent pas de réponses particulières. Ils portent la pression qui s'est exprimée au cours de cette consultation.

Contribution n° 21 : « Il y en a assez dans notre paysage, entraînant une pollution visuelle. Partout nos yeux se posent sur ces structures et les sols sont artificialisés. Remettons plutôt des arbres et des haies pour la biodiversité ».

Contribution n° 95 : « Je suis une convaincue des énergies vertes (solaires, éolienne, hydro...). Mais Trop c'est trop !!! »

Contribution n° 110 : « Je pense que la commune a déjà suffisamment d'éoliennes sur son territoire. »

Contribution n° 131 : « Il me semble que nous sommes déjà bien saturé en éoliennes sur notre commune ».

Contribution n° 155 : « Dans un tel contexte humain à connotation sanitaire, il apparaît légitime de s'interroger sur le respect de la décision N° 451129 du Conseil d'État en date du septembre 2022 et qui juge que "le droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé constitue une liberté fondamentale reconnue par les lois de la République. »

Contribution n° 247 : « Nous sommes envahis de photovoltaïques et d'éoliennes. Cela suffit !!! »

Contribution n° 281 : « Ce projet menace directement la qualité de vie et le cadre paisible de notre environnement résidentiel. »

Contribution n° 327 : « Ces géantes de métal dérangent la faune, le ciel, nos jours et nos nuits ...elles dérangent nos vies. »

Pas de demande de complément.

2.2. Administratif

2.2.1. Compatibilité documents de planification,

Mémoire en réponse 3 page 5, 6,

Pas de demande de complément.

2.2.2. Avis élus (Communes, Communauté de Communes, Département)

Mémoire en réponse 2 page 30 - 31, Mémoire en réponse 3 page 21 -22, Mémoire en réponse 4 page 8 – 9

Pas de demande de complément.

2.2.3. Référence jugement - décision

Mémoire en réponse 1 page 18, Mémoire en réponse 2 page 24 – 25, Mémoire en réponse 3 page 26,

Contribution n° 183 : « La cour administrative d'appel de Bordeaux dans un arrêt du 16 septembre 2025 (23BX01659) s'est livrée à une véritable analyse sur les motifs de refus d'un projet éolien, analyse qui trouve ici toute sa pertinence. « Pour refuser de délivrer l'autorisation environnementale demandée, la préfète a notamment visé les dispositions des articles L 511-1, L512-1 et L 515-44 du code de l'environnement. Elle a ensuite retenu 4 arguments au soutien de sa décision de refus à raison d'un phénomène de saturation visuelle affectant la commodité du voisinage.

Le premier argument est tiré de la circonstance que le secteur d'implantation du projet présente une densité éolienne déjà notable quantifiable en comptant les éoliennes présentes et les projets autorisés mais non encore construits dans un disque de 10 kilomètres de rayon centré sur un lieu de vie tel que le bourg de M.. Le deuxième argument est tiré de nombreuses situations de visibilité lointaines du secteur géographique d'implantation du projet résultant notamment de la hauteur des éoliennes, du faible relief local et de l'extension limitée des boisements existants.

Le troisième argument est tiré du constat que le projet augmente l'indice de densité de l'horizon occupé et surtout la densité locale d'éoliennes à un niveau non compatible avec le critère d'acceptabilité des projets éoliens introduit à l'article L515-44 du code de l'environnement par la loi du 10-3-2023.

Le quatrième argument est tiré de la circonstance que ni les mesures de réduction annoncées dans l'étude d'impact ni celles que la préfète pourrait imposer en accompagnement d'une autorisation environnementale notamment la plantation de haies chez les riverains ou en sorties de bourgs ne sont suffisantes pour réduire jusqu'à des niveaux acceptables l'impact visuel du projet et le sentiment de saturation visuelle qu'il génère ». Cet arrêt suffit à lui seul pour justifier le refus de ce nième projet éolien dans un environnement déjà lourdement sacrifié ».

Cette référence ayant été publiée le 13 novembre 2025 n'a pas fait l'objet d'une réponse dans le mémoire n°3 couvrant la période du 5 au 28 novembre.

Réponse du pétitionnaire :

La contribution n°183 a été traitée au point 3.2 : *Décision de la CAA de Bordeaux* du mémoire n°3.

« La décision de la Cour administrative d'appel de Bordeaux s'inscrit dans un contexte différent de celui du projet de La Chapelle. Le projet examiné par la cour comprend en effet 8 éoliennes de 180 m de hauteur implantées sur trois communes, au sein d'un secteur, totalisant plus de 60 éoliennes construites ou autorisées dans un rayon de 10 km.

À titre de comparaison, dans un rayon équivalent autour du projet de La Chapelle, on recense 8 éoliennes en exploitation, 8 autorisées et 10 en instruction (12 en incluant celles du projet). Les caractéristiques du projet ainsi que son contexte d'implantation diffèrent donc nettement de ceux analysés par la Cour. Les conclusions rendues ne peuvent, de ce fait, être directement transposées au projet de La Chapelle. »

2.2.4. Réflexions sur les réunions publiques :

Mémoire en réponse 4 page 5,

Pas de demande de complément.

2.2.5. Statut éolise, garanties financières

Mémoire en réponse 2 page 4 – 5, Mémoire en réponse 4 page 7 – 8,

Pas de demande de complément.

2.2.6. Engagement du pétitionnaire

Mémoire en réponse 1 page 20, Mémoire en réponse 2 page 32 – 33,

Pas de demande de compléments.

2.2.7. Avis favorable pour les Grandes Brandes

Mémoire en réponse 2 page 12 – 13,

Pas de demande de complément.

2.3. Écart étude

2.3.1. Étude d'impact milieu, biodiversité, avifaune, chiroptères

Mémoire en réponse 1 page 12-13, Mémoire en réponse 2 page 13, 13 à 24, 25 – 27, 47, 48, 34 – 36,

Mémoire en réponse 3 page 10 – 13, Mémoire en réponse 4 page 7, Mémoire en réponse 4 page 5, 7,

Contribution n° 68 : « Étonnamment le porteur de projet ignore totalement les recommandations du Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets des parcs éoliens terrestres - version révisée octobre 2020 (page 99), guide qu'il cite pourtant régulièrement comme base de travail dans son étude d'impact, qui invite (sans caractère d'obligation) de suivre les lignes directrices d'EUROBATS qui détermine cette distance de 200 mètres.

Ce sujet a été traité dans le cadre de la réponse à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale. Il peut toutefois être complété.

Réponse du pétitionnaire :

Les recommandations d'Eurobats ont bien été prises en compte lors de l'étude des milieux naturels. Le bureau d'études AEPE Gingko précise bien page 82, qu'il est recommandé de positionner les éoliennes à une distance supérieure de 200 mètres des haies et des lisières de boisement.

Comme développée dans notre réponse à la MRAE, il s'agit d'une préconisation standardisée non réglementaire, qu'il s'agit de tempérer en fonction du contexte du site. Par ailleurs, si l'éloignement des structures linéaires peut aider à limiter certains impacts, cela ne diminue pas

les risques pour les espèces qui peuvent évoluer loin de ces structures comme les noctules ou les pipistrelles. Pour ces espèces, des mesures de réduction de type programmation préventive des éoliennes, éloignées ou non des lisières, paraissent bien plus efficaces.

Les études de terrain menées sur un cycle biologique complet ont également pour objectif de mieux comprendre le contexte local et de déterminer avec précision les niveaux d'activités sur le site, ainsi que les distances d'éloignement nécessaires pour l'implantation du projet.

L'implantation des éoliennes résulte d'un travail de concertation avec les experts des bureaux d'études afin de prendre en compte non seulement les enjeux des chiroptères, mais aussi l'ensemble des enjeux de biodiversité, paysagers ou encore acoustiques. La variante finale intègre les enseignements du « protocole lisière », permettant d'ajuster la distance des éoliennes aux haies et lisières boisées en fonction des spécificités du contexte local. Au regard de l'ensemble de ces contraintes, aucune des trois variantes d'implantation envisageables ne respecte la recommandation d'éloignement de l'ensemble des éoliennes à 200 m aux haies.

- Pour la variante 1, les trois éoliennes sont placées dans des zones de vulnérabilité faible pour les chiroptères (50 – 100 m).
- Pour la variante 2, l'éolienne E1 est éloignée de plus de 200 m, mais l'éolienne E2 est située dans une zone de vulnérabilité faible (50 - 100 m).
- Pour la variante 3, l'éolienne E1 est éloignée de plus de 200 m, mais l'éolienne E2 est située dans une zone de vulnérabilité très faible (100 - 150 m).

Par conséquent, afin de réduire au maximum l'impact sur les chiroptères, il a été décidé d'éloigner au maximum les éoliennes aux haies / lisières et de maintenir une distance minimale de 100 mètres lors du choix des implantations définitives conformément à l'analyse in situ et en complément des autres mesures. Ainsi, c'est la variante 3 qui a été retenue puisque c'est celle qui impact le moins le milieu naturel, que ce soit par le nombre ou le positionnement des éoliennes.

Par ailleurs, la séquence ERC ne se limite pas uniquement à l'éloignement des éoliennes par rapport aux haies. Le gabarit retenu présente une garde au sol de 34 m, ce qui permet de réduire efficacement les risques de collision. Le maintien des zones minéralisées au pied des éoliennes rend le milieu peu favorable au développement des insectes, limitant ainsi la fréquentation de ces espaces par les chauves-souris.

Par ailleurs, une mesure de bridage des éoliennes pour les chiroptères a été définie, celle-ci permettra de couvrir 85 % de l'activité observée sur le site. Il s'agit d'une mesure contraignante, dont l'efficacité est reconnue par l'ensemble des acteurs.

En conclusion, les implantations ont été définies de manière à maximiser la distance entre les éoliennes et les haies / lisières, tout en intégrant les autres enjeux propres au site. L'ensemble des mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre permet de conclure que les impacts résiduels sur les chauves-souris demeureront faibles.

Contribution n° 461 : « Je vous prie de trouver ci joint les remarques et l'avis de Vienne Nature sur le projet de parc éolien de la Chapelle soumis à l'enquête publique, du 8 septembre au 8 décembre 2025. »

Le courrier est annexé au PV. Il apparaît pertinent d'apporter les réponses aux sujets abordés.

Réponse du pétitionnaire :

Concernant la bibliographie et les enjeux liés aux chiroptères, une réponse a été apportée au point 2.3 : *La recherche bibliographique sur les chiroptères* du mémoire n°4.

Concernant les études sur les insectes, il est important de rappeler que, conformément au Guide relatif à l'élaboration des études d'impact des projets éoliens, « **Ces relevés entomologiques ne recherchent donc pas l'exhaustivité mais plutôt une identification des micro-habitats favorables et des niches écologiques dont les insectes sont parfois dépendants** (les zones humides pour les odonates, les plantes hôtes à lépidoptères, les haies à coléoptères saproxyliques) ».

Les études réalisées sont donc conformes aux attendus et permettent, par le croisement des données bibliographiques, des inventaires entomologiques et de l'identification des habitats, d'évaluer les impacts potentiels du projet. Rappelons également que « les habitats présentant les enjeux les plus importants pour la conservation des espèces ont été évités. Aucun aménagement n'est donc implanté sur les deux mares recensées au sein de l'AEI. La création du chemin temporaire et le raccordement inter-éolienne nécessite la destruction de fourrés sur 2 secteurs, mais cela ne remet pas en cause les fonctionnalités écologiques locales pour les espèces, que ce soit en termes d'habitats ou de corridors. » (Études des milieux naturels, p. 99).

Les inventaires floristiques se sont déroulés sur plusieurs périodes, pour obtenir les résultats les plus complets possible. « *La première période correspond à la reprise de la végétation après la saison hivernale, pour identifier les espèces les plus précoces. Elle est suivie par la période printanière, avec des prospections où le développement de la végétation est à son paroxysme, et le plus représentatif des milieux présents. Enfin, les espèces les plus tardives sont relevées en fin d'été pour compléter la liste* » (étude des milieux naturels, p.25).

Au total, 155 espèces végétales ont été identifiées au sein de l'aire d'étude immédiate, et aucune n'est protégée. En revanche, la Brize mineure (*Briza minor*) a été identifiée et est inscrite comme quasi-menacée sur la liste rouge de l'ancienne région Poitou-Charentes. Seule cette espèce est considérée comme patrimoniale sur l'aire d'étude immédiate. La majorité de l'aire d'étude immédiate reste constituée de monocultures intensives, dont la flore est régulièrement dégradée par les travaux agricoles. La flore représente un enjeu faible sur la zone d'étude.

Aucune éolienne, ni aménagement ne sera implanté sur la parcelle dans laquelle la Brize mineur a été inventorié, ni sur la parcelle présentant un habitat d'intérêt communautaire (« 6510 Prairies maigres de fauches de basse altitude »).

Il est précisé à la page 227 de l'étude d'impact que :

- « Les aménagements du projet sont majoritairement localisés dans des parcelles cultivées et une jachère ainsi que sur quelques autres habitats. L'ensemble des habitats impactés représente peu d'enjeu (enjeu nul ou très faible) et les surfaces concernées sont très faibles par rapport aux surfaces présentes sur l'aire d'étude immédiate. En effet, moins de 4 % de la surface disponible de chacun des habitats au sein de l'aire d'étude immédiate est impacté de façon permanente par l'aménagement des mâts des éoliennes, des plateformes et des chemins permanents. Les impacts sur ces habitats sont donc jugés négligeables. »
- « Les impacts des aménagements du projet dits « temporaires » (chemins temporaires, tranchées pour mise en place des câblages, zones d'excavation) sont également jugés négligeables sur les habitats puisque les surfaces détruites représentent moins de 1 % de la surface totale disponible de l'habitat considéré sur l'aire d'étude immédiate. De plus, les milieux impactés pourront être de nouveau utilisés à la fin des travaux (parcelles cultivées) ou retrouveront naturellement leur état avant travaux (jachères). »

Le chantier du projet n'engendrera donc pas d'impact sur les espèces floristiques patrimoniales ou sur les habitats à enjeux identifiés.

2.3.2. Étude paysagère

Contribution n° 179 : « Je conteste une grande partie de l'analyse paysagère car il y a une absence globale de prise en compte de l'effet d'accumulation des parcs éoliens sur le secteur. Lors de chacune de analyses (habitats, voies de circulations, intérêts touristiques...) les impacts mesurés aux différentes échelles ne sont mesurés que pour le projet en question, sans additionner les éoliennes déjà présentes et en construction.

Réponse du pétitionnaire :

L'ensemble des volets de l'étude d'impact font l'objet d'une analyse des effets cumulés prenants en considération l'insertion du projet éolien de La Chapelle dans le contexte éolien actuel. Conformément au Code de l'environnement, le contexte éolien pris en compte est composé de :

« Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés. Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés. Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :

- ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R.181-14 et d'une consultation du public ;
- ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du Code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage »

L'analyse des impacts cumulés est disponible au *chapitre 9 : Impacts cumulés avec les projets existants ou approuvés* de l'étude d'impact.

Concernant le volet paysager, les effets cumulés sont bien pris en compte dans l'analyse paysagère et dans l'évaluation des impacts du projet. Les différents parcs sont d'ailleurs bien présents dans l'analyse de la saturation paysagère et dans les simulations visuelles.

Contribution n° 180 : *« Ainsi une seule de ces deux unités paysagères fait apparaître du bocage, mais il est présenté comme étant peu dense. De plus les implantations prévues au sud de la route, le sont sur les Terres de Brandes. Donc il n'est pas possible de décrire le territoire comme "majoritairement bocager" comme l'indique la conclusion de la page 29 !*

Autre citation venant contredire ce constat, page 81 : "Quelques reliquats de haies bocagères délimitent encore les parcelles sans être pour autant structurants. Le secteur reste globalement ouvert malgré la présence de ces haies, notamment au sud où le motif arboré se fait plus rare".

La conclusion de la page 29 est donc totalement fausse et mensongère. Elle vise à faire croire que les éoliennes seraient peu visibles dans le paysage. En réalité et d'après les données du dossier l'effet cumulatif sera donc bien présent. »

La réponse attendue permettra d'expliquer l'écart constaté et d'éclairer l'avis de principe négatif émis par Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine.

Réponse du pétitionnaire :

La contribution n°180 n'a effectivement pas trouvé de réponse lors mémoire n°3. Néanmoins, le contributeur ayant renouvelé sa remarque au sein de la contribution n°455, celle-ci a été prise en compte au point 1.3 : *Le contexte bocager* du mémoire n°4.

« La zone du projet intersecte deux unités paysagères distinctes, les contreforts de la Gâtine au nord, et les terres de brandes au sud. Ces deux unités constituent également le paysage majoritaire au sein de l'aire d'étude rapprochée. Les contreforts de la Gâtine se caractérisent par la présence d'un maillage bocager (p.39 de l'étude paysagère), tandis que les Terres de brandes sont plutôt constituées de paysages semi-ouverts mêlant grandes cultures et espaces végétalisés (boisements, taillis, haies et arbres isolés) formant un horizon boisé (p.38 de l'étude paysagère).

Cette différence de composition conduit le bureau d'études AEPE Ginkgo à préciser que « Dans le cas du parc des Champs Chagnots situé le long de l'autoroute, les perceptions se concentrent tout particulièrement depuis le sud de l'autoroute, qui est bien plus ouvert. La haie se fait rare et les parcelles sont vastes et nues » (p.29 de l'étude paysagère).

L'analyse paysagère ne se limite pas à l'examen des compositions typiques des paysages de proximité. Elle s'appuie sur une méthodologie précise définie par le **guide d'étude d'impact**, fondée sur un **raisonnement par aire d'étude**. À partir d'un **état initial détaillé**, les experts paysagistes mobilisent :

- Des **représentations cartographiques**, notamment les **zones d'influence visuelle (ZIV)** ;
- Des **données topographiques**, incluant les **coupes de terrain** ;
- La **réalité du site**, restituée au moyen de **photographies**.

Sur cette base, les experts ont pu **identifier avec précision les sensibilités paysagères** et, in fine, **caractériser les enjeux** à partir de la réalisation de nombreuses **simulations visuelles**. »

2.3.3. Mesures éviter, réduire, compenser

Mémoire en réponse 2 page 35 – 36, Mémoire en réponse 3 page 13 – 19, Mémoire en réponse n° 4 page 4 -5

Pas de demande de complément.

2.3.4. Photomontages

Mémoire en réponse 2 page 6 – 7 – 8, Mémoire en réponse 3 page 10,

Pas de demande de complément.

2.3.5. Étude acoustique

Mémoire en réponse 1 page 10, Mémoire en réponse 2 page 27 – 28, 28 – 29, Mémoire en réponse 3 page 19 – 21,

Pas de demande de complément.

2.3.6. Étude dangers

Mémoire en réponse 2 page 33 - 34,

Pas de demande de complément.

2.3.7. Sites alternatifs

Mémoire en réponse 3 page 6,

Pas de demande de complément.

2.3.8. Raccordement au réseau

Mémoire en réponse 1 page 15 – 16, Mémoire en réponse 2 page 29 – 30,

Pas de demande de complément.

2.3.9. Autorisation destruction espèce protégée

Mémoire en réponse 1 page 17,

Pas de demande de complément.

2.3.10. Étude géotechnique

Mémoire en réponse 3 page 27,

Pas de demande de complément.

2.4. Économie :

2.4.1. Commune, habitants

Mémoire en réponse 3 page 5,

Pas de demande de complément.

2.4.2. Immobilier,

Mémoire en réponse 1 page 6

Pas de demande de complément.

2.4.3. Terres agricoles,

Mémoire en réponse 2 page 6, 32 – 33,

Pas de demande de complément.

2.4.4. Tourisme – Château de Montreuil Bonnin

Mémoire en réponse 2 page 36 – 37, Mémoire en réponse 3 page 9,

Pas de demande de complément.

2.5. Paysage

2.5.1. Impact paysage naturel

Contribution n° 22 : « Nous ne pouvons plus nous promener dans notre campagne sans apercevoir une éolienne. Sauvegardons nos paysages !!! ».

Contribution n° 56 : « La vallée de la Boivre est aujourd'hui saturée par les installations éoliennes. Le cumul de ces projets produit une véritable pollution visuelle, une défiguration progressive et irréversible du paysage rural et bocager, autrefois préservé. »

Contribution n° 117 : « Ce projet me semble être en contradiction totale avec les orientations nationales de protection des paysages et du patrimoine et avec les principes énoncés par l'article L. 350-1 du Code de l'environnement, qui reconnaît les paysages comme patrimoine commun de la nation.

Cette partie s'inscrit dans le prolongement de l'étude paysagère en exprimant le ressenti du public.

Pas de demande de complément.

2.5.2. Impact patrimoine,

Mémoire en réponse 2 page 8 - 9 – 10 – 11,

Pas de demande de complément.

2.5.3. Impact lieu de vie

Mémoire en réponse 2 page 11 – 12, 30, Mémoire en réponse 3 page 22,

Pas de demande de complément.

2.5.4. Répartition sur le territoire

Mémoire en réponse 1 page 4 et 5,

Pas de demande de complément.

2.5.5. Saturation visuelle effet cumulatif

Mémoire en réponse 3 page 6 – 8,

Pas de demande de complément.

2.6. Production électrique

2.6.1. Réchauffement climatique, interrogation

Mémoire en réponse 1 page 3, 18 – 19,

Pas de demande de complément.

2.6.2. Production - Rendement

Mémoire en réponse 3 page 233 – 24,

Pas de demande de complément.

2.6.3. Photovoltaïque, nucléaire,

Mémoire en réponse 2 page 6,

Pas de demande de complément.

2.6.4. Impacts distribution de l'électricité, faisceau hertzien, coût

Mémoire en réponse 2 page 31, Mémoire en réponse 3 page 23, 23 – 25,

Pas de demande de complément.

2.7. Santé :

Contribution n°121 : « La faune et la flore méritent d'être préservées mais notre santé l'est tout autant. » **Contribution. N° 217 :** « Pour conclure, il est important de prendre en compte le fait que les impacts des éoliennes sur la santé humaine peuvent varier en fonction de la sensibilité individuelle et de la qualité de l'installation.

Contribution n° 315 : « J'attire votre attention sur l'impact psychologique que cette situation peut avoir sur certaines personnes : notamment les retraités ou les personnes travaillant à domicile à proximité immédiate des éoliennes et qui entendent, à longueur de journée, le son des pales.

Contribution n° 376 : « L'académie de médecine dans sa séance du 9 mai 2017 donne six recommandations dont deux paraissent être applicables au présent projet :

- S'assurer que lors de la procédure d'autorisation l'enquête publique soit conduite avec le souci d'informer pleinement les populations riveraines, de faciliter la concertation entre elle et les exploitants et de faciliter la saisine du préfet par les plaignants».
- N'autoriser l'implantation de nouvelles éoliennes que dans des zones ayant fait l'objet d'un consensus de la population concernée quant à leur impact visuel, sachant que l'augmentation de leur taille et leur extension programmée risque d'altérer durablement le

paysage du pays et de susciter de la part de la population riveraine - et générale – opposition et ressentiment avec leurs conséquences psychiques et somatiques».

Contribution n° 456 : *Pas d'étude d'impact psychologique, sociologique... Où est la place de l'humain dans toutes ces dizaines de pages ? Il n'a pas l'air d'être obligatoire pour un projet industriel de se soucier des impacts « incalculables », non chiffrables... Aucune place pour les sciences humaines...*

L'étude d'impact ne se demande jamais ce que signifie, pour les habitants, la disparition d'un horizon, la modification d'un lieu familier, ou la perte d'une silhouette rurale qu'ils considèrent comme un patrimoine affectif autant que visuel.

Aucun mot non plus sur ce que les riverains décrivent fréquemment comme un “vol du paysage”, c'est-à-dire l'impression que ce qui faisait l'identité d'un lieu est désormais décidé ailleurs et par d'autres. Il y a encore moins la description de la diversité des sensibilités locales : les inquiétudes, les attentes, le rapport intime au paysage, ou encore la manière dont chacun vit le changement de son environnement immédiat. »

*La recherche en sciences sociales sur l'éolien l'a montré depuis longtemps : **les projets sont acceptés quand les gens ont le sentiment que le processus est juste et que les bénéfices comme les nuisances sont repartis équitablement.** »*

Ces quelques exemples abordent la santé de manière plus générique que lorsqu'il est fait référence à un tableau clinique associé à une cause. Elles font état d'impacts psychologiques, sujet qui trouve sa résonance dans la grande cause nationale qu'est la santé mentale en cette année 2025.

Pas de demande de complément.

2.7.1. Infrasons,

Mémoire en réponse 2 page 28, Mémoire en réponse 3 page 29 – 30,

Pas de demande de complément.

2.7.2. Pollution lumineuse,

Mémoire en réponse 1 page 5 – 6, Mémoire en réponse 2 page

Pas de demande de complément.

2.7.3. Pollution sonore

Contribution n° 119 : *« Ce projet est une pollution visuelle ainsi qu'une pollution auditive »*

Contribution n°168 : « L'impact visuel est imposant et permanent, le bruit est perpétuel, les effets négatifs sur la santé sont médicalement attestés ».

Contribution n° 186 : « La tranquillité et la santé : le bruit, les vibrations et les lumières tournantes perturbent notre quotidien et peuvent nuire à notre santé ».

Contribution n°217 : « LE BRUIT : les éoliennes produisent un bruit constant qui peut perturber le sommeil et causer des problèmes de santé tels que l'irritabilité, l'anxiété et la fatigue. »

Ces extraits de contributions permettent d'appréhender l'importance que revêt aux yeux du public le bruit sur sa santé et son confort de vie.

Pas de demande de complément.

2.7.4. Production animale

Mémoire en réponse 1 page 19 -20, Mémoire en réponse 3 page 27 - 29,

Pas de demande de complément.

2.7.5. Composition, Dégradation des composants des éoliennes

Mémoire en réponse 3 page 26,

Contribution n° 108 : « Pour la fabrication de 3 pales de 81m, il faut 6 tonnes de Balsa (fibre d'arbre d'Amazonie), soit environ 40 arbres. Donc l'éolien contribue à la déforestation. »

Bien que cette contribution apparaisse « originale » il est préférable qu'elle trouve une réponse.

Réponse du pétitionnaire :

Le balsa est une espèce originaire d'Amérique du Sud. Un arbre peut être coupé dès 4 à 5 ans après la plantation, ce qui le rend idéal pour une utilisation dans les plantations renouvelables et durables, avec des cycles de plantation et d'abattage courts. L'essence est utilisée dans de nombreuses industries : éoliennes, bateaux, planches à voile, petits avions...

L'Équateur représente entre 80 et 90 % de l'approvisionnement mondial en bois de balsa. En 2020, 77 % des exportations de ce bois étaient destinées à l'Asie, contre 12 % vers l'Europe et 11 % vers les États-Unis.

Certains modèles de pales sont effectivement fabriqués en utilisant du balsa de façon à renforcer la structure et assurer la légèreté de la pale, mais ce composant a vocation à être remplacée progressivement par du PET, ou d'autres matériaux recyclables. L'industrie éolienne européenne se fournit du bois de balsa certifié FSC (Forest Stewardship Council) provenant de sources durables.

Les chiffres cités dans cette contribution sont issus de 2021 et concernent les modèles d'éoliennes **offshore** de Siemens Gamesa. L'usage de ce matériau varie fortement en fonction

des constructeurs, par exemple LM Wind Power utilise du balsa dans seulement 5 % de ses rotors. Selon les experts du secteur, le bois de balsa est actuellement utilisé dans seulement 30 % des pales produites.

2.8. Recyclage, démantèlement

Mémoire en réponse 1 page 8 – 9

Pas de demande de complément.

2.9. Divers

Contribution n° 359 : « Qui apporte une garantie qu'un troisième opérateur ne viendra pas rajouter sa nouvelle évaluation du bien fondé d'une nouvelle extension du nombre de piliers ? Pourquoi cette garantie n'a pas été apportée dans le projet natif ou à sa réception de chantier ? »

Contribution n° 137 : « Nous habitons à La Maillaudière. Le mas de mesure du futur parc éolien se situe juste en face des fenêtres de notre salle à manger (photo ci-jointe). Lorsque l'éolienne prévue à l'emplacement du mas sera construite, nous serons contraints de vivre avec les volets fermés pour ne pas subir les lumières rouges ainsi que les flashes lumineux. Nous devons ainsi renoncer au lever du soleil, espoir d'une belle journée à la campagne. »

Ce lieu-dit n'a pas été répertorié parmi ceux susceptibles de justifier d'un photomontage, contrairement au lieu-dit « les ajoncs » qui ne compte qu'une habitation. Le profil altimétrique valide l'inquiétude du contributeur qui s'est exprimé le 6 novembre 2025.

Réponse du pétitionnaire :

Les localisations des photomontages ont été choisies afin de traiter les différentes thématiques d'analyse (axes de communication, lieux de vie et d'habitat, tourisme, patrimoine, contexte éolien), et ce à toutes les échelles. Néanmoins, il n'est évidemment pas réaliste d'envisager la réalisation d'un photomontage pour chaque habitation située dans un rayon de 20 km autour du parc éolien. En revanche, en raison de la proximité immédiate des lieux-dits situés au sein de l'aire d'étude immédiate, chacun d'entre eux a bénéficié d'une prise de vues individuelle.

Concernant le lieu-dit de la Maillaudière, la première habitation est distante d'un peu plus de 1,3 km de l'éolienne E1. Le lieu-dit est inclus dans l'aire d'étude rapprochée, c'est-à-dire la zone de prégnance potentielle des éoliennes.

L'étude de la visibilité théorique des éoliennes au sein de l'aire d'étude rapprochée (page 101 de l'étude paysagère), montre que, au même titre qu'une grande partie de l'AER, au moins une éolienne sera visible en totalité depuis le lieu-dit La Maillaudière.

Le lieu-dit se situe dans le même axe avec le projet que le lieu-dit « Les Ajoncs », distant quant à lui de 1 km de E1, et donc 300 m plus proche du parc. Une sensibilité paysagère très forte a été considérée pour ce lieu-dit et l'impact du projet a été évalué comme forte.

Le photomontage réalisé pour illustrer la situation depuis les Ajoncs (PM 11) est situé à environ 250 m de la Maillaudière. Depuis ce point de vue, « les éoliennes du projet sont visibles dans l'axe de la route. Elles marquent visuellement le paysage et surplombent les structures arborées du second plan. Les éoliennes des Champs Chagnots sont également visibles dans un autre angle visuel. Les deux parcs forment des entités bien distinctes l'une de l'autre » (cahier de photomontages, p. 61).

En raison de sa proximité, la simulation visuelle illustre également correctement l'ambiance visuelle attendue sur ce secteur, y compris à la Maillaudière.

Par ailleurs, nous proposons, pendant la phase de travaux du parc éolien, de planter des haies chez les riverains ne souhaitant pas avoir de vues continues sur le parc depuis leurs habitations (Mesure A1, Étude d'impact, p. 319). Les habitants souhaitant bénéficier de cette installation sont invités à se manifester auprès de nos services.

2.10. Réflexions du public sur les réponses du pétitionnaire

Les réponses apportées dans le cadre du mémoire n° 4 sont intégrées à la suite de la contribution ou du paragraphe concerné en italique. Cette présentation sera adoptée dans la rédaction du rapport.

Contribution n° 431 : « Plus sérieusement, n'est-il pas indécent de voir à quel point les réponses apportées par Eolise sont vides ?! Elles ne répondent pas aux questionnements que les habitants et spécialistes apportent et, pire que tout, elles démontrent d'une absence totale d'effort pour être à la hauteur des exigences de cette consultation publique ! Au point qu'Eolise se trompe même sur le nom de la commune qui doit accueillir son projet ! »

Réponse du pétitionnaire :

Les éléments de réponse apportés par le pétitionnaire s'appuient sur l'expertise produite par l'ensemble des bureaux d'études spécialisés et reconnus dans leur domaine, ayant contribué à l'élaboration du projet. Le pétitionnaire ne saurait se substituer aux compétences techniques mobilisées dans le cadre de la constitution du dossier. La plupart des points soulevés trouvent une réponse argumentée dans un ou plusieurs volets de l'étude ; il est donc naturel que les réponses formulées renvoient aux analyses et conclusions des expertises.

Des désaccords forts existent également entre certains contributeurs et le porteur de projet. Certaines contributions appellent par exemple clairement à l'abandon du projet, il est alors naturel qu'aucune réponse du porteur de projet ne soit jugée satisfaisante.

Concernant les éventuelles erreurs présentes dans le mémoire en réponse, le nouveau processus de consultation impose une réactivité accrue au pétitionnaire. Cette exigence de rapidité peut entraîner l'apparition ponctuelle d'erreurs. Les erreurs significatives ont été corrigées ultérieurement afin d'éviter toute ambiguïté.

Les nouvelles exigences de la procédure de consultation du public impliquent une analyse plus poussée et un nombre de réponse à fournir bien plus conséquent qu'auparavant.

Contribution n° 432 : « Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que le sujet des haies protégées n'a pas été abordé dans le mémoire en réponse n°3, ni dans les deux mémoires précédents. »

Contribution n° 433 : « Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la contribution n°239 : Impacts sur le lieu-dit « La Maillaudière » n'a pas obtenu de réponse dans le mémoire en réponse n°3. »

Contribution n° 434 : « Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la contribution n°256 EOLISE = concomitance des projets La Chapelle et Les Grandes Brandes – interrogation sur la cohérence de la Demande d'Autorisation Environnementale, n'a pas obtenu de réponse dans le mémoire en réponse n°3. »

Contribution 439 : « Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que les contributions n°136 et 277 (de la Ligue pour la Protection des Oiseaux) portant sur la présence avérée et régulière de La Cigogne n'a pas été abordée dans le mémoire en réponse n°3.

Réponse du pétitionnaire :

La Cigogne noire a été recensée en migration dans la ZPS « Plaine de la Mothe-Héray-Lezay », située à 17,6 km de la ZIP. Elle peut également être observée en période de migration au-dessus de la ZNIEFF du « Bois de Ligugé », localisée à environ 7,4 km de la ZIP. Aucune observation n'a été enregistrée dans la base de données de l'INPN et aucun individu n'a été détecté au cours de la campagne d'inventaire.

Quelques observations ont été signalées par le public durant la phase de consultation, sans toutefois qu'une localisation précise ne soit fournie au pétitionnaire. Certaines contributions évoquent la présence d'individus posés à plusieurs km du site ou lors de vols migratoires. La LPO fait état de l'existence probable d'un nid dans le secteur, sans en préciser la distance vis-à-vis du projet.

La zone d'implantation du projet se caractérise principalement par des cultures ouvertes, sans cours d'eau permanents ni plans d'eau ou de boisements. La Cigogne noire étant une espèce dépendante des milieux boisés pour la reproduction et des habitats aquatiques pour l'alimentation (ruisseaux, mares, étangs, prairies humides...), la zone d'implantation du projet éolien de La Chapelle n'offre pas de conditions favorables à sa reproduction ni à son alimentation.

À ce stade, aucun enjeu significatif lié à la Cigogne noire ne peut être établi sur la zone d'implantation du projet éolien de La Chapelle, et rien ne permet, en l'état des connaissances, de conclure à une infaisabilité du parc sur ce fondement.

Contribution n° 440 : « À nouveau le dernier mémoire sur le projet éolien du parc de la chapelle met en lumière la mauvaise foi du promoteur du projet concernant l'impact sur les paysages.

Le sujet ne peut pas être réduit aux seules deux nouvelles éoliennes mais doit être envisagé dans son ensemble c'est à dire en prenant en compte les éoliennes existantes ou en projet »

Contribution. 441 : *« La conclusion du dernier mémoire p10 point 3.5 ne peut conclure que les vues complémentaires ne modifient pas les conclusions initiales. Le point de vue exceptionnel du château est saturé par 18 éoliennes visibles de jour. De nuit, beaucoup plus encore sont visibles par les clignotants insupportables rouges et flashes blancs. »*

Contribution n° 447 : *« Je vous prie de noter que le mémoire numéro 3 transmis par Eolise en réponse aux contributions n'a pas apporter de réponse à ma question concernant les compensations pour les arrachages de haies prévues pour permettre ce chantier destructeur (contribution 291) »*

Réponse du pétitionnaire :

Conformément au plan présenté en page 188 de l'étude d'impact, deux ouvertures d'une largeur légèrement supérieure à 5 mètres, pour un total de 11 mètres, seront réalisées durant la phase de chantier. Elles visent à assurer, d'une part, la mise en place d'une piste temporaire entre E1 et E2, et d'autre part, la réalisation du raccordement électrique du parc. L'emprise sur les haies restera très limitée, avec un nombre restreint d'arbres concernés.

Contribution n° 452 : *« En réponse à la contribution n° 228, Eolise indique que l'arrêté du 6 janvier 2020 vient simplement établir la liste des espèces animales et végétales « desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de protection de la nature ».*

Le mot « simplement » utilisé par Eolise pourrait laisser croire qu'une demande de dérogation ne serait nécessaire que pour les espèces qui figurent sur cette liste. ABSOLUMENT PAS.

Le porteur d'un projet doit consulter le CNPN dès que son projet risque de nuire à l'état de conservation favorable d'une des espèces protégées en France. »

Contribution n° 455 : *« Eolise prend en compte « les grandes brandes » mais ne prend toujours pas en compte les 10 éoliennes construites et en construction du Champ des moulins à proximité immédiate et le long de la même route (D3) »*

Réponse du pétitionnaire :

Les parcs éoliens de la Plaine des Moulins et de Lavausseau Énergies (Lavausseau-Benassay) sont intégrés dans l'analyse du contexte éolien présentée dans l'étude paysagère – Chapitre III.2 : Le contexte éolien. Ils sont également pris en compte dans l'évaluation de la saturation visuelle.

L'étude paysagère ayant été réalisée en 2024, et le parc de la Plaine des Moulins Énergies

ayant été construit postérieurement, celui-ci apparait dans l'étude comme « autorisé ». Toutefois, les parcs autorisés et ceux déjà en exploitation sont traités de manière équivalente dans l'analyse, de sorte qu'aucun manque n'est constaté.

S'agissant des photomontages, les dix éoliennes appartenant à ces deux parcs sont correctement représentées, notamment dès le PM n°2 (La Turpeauderie), visible à la page 25 du carnet

« Par ailleurs, j'ai soulevé son erreur d'appréciation du risque pour le bourg de La Chapelle-Bonnin qu'il qualifie de « point bas » alors qu'il se situe à la même altitude que le projet. Eolise n'a pas répondu à cette erreur, ni n'a apporté de correction. Donc sa réponse en « risque faible » est encore une fois erronée ».

Réponse du pétitionnaire :

Comme indiqué à la page 47 de l'étude paysagère que, pour Montreuil-Bonnin et La Chapelle-Montreuil, la situation topographique de ces secteurs est décrite comme suit : « Point bas ([...]) ou situation topographique équivalente à la ZIP ».

L'analyse topographique de ces deux localités est correctement interprétée. Certains secteurs se trouvent effectivement en position basse par rapport au site du projet, en particulier la vallée de la Boivre pour Montreuil-Bonnin, ainsi que la vallée de la Boivre et les vallons secs pour La Chapelle-Montreuil. Les autres secteurs présentent une altitude comparable à celle de la zone d'implantation.

« Eolise n'apporte non plus aucune réponse à ma contribution n°180, mettant en avant qu'on ne pouvait conclure que « le contexte majoritairement bocager du territoire d'étude limite fortement les risques d'effets cumulés » d'après les éléments mêmes du dossier qui décrivent les unités paysagères comme peu bocager. Si Eolise n'apporte pas de réponse, cela signifie qu'elle ne peut pas en apporter et qu'elle a effectivement une présentation biaisé de son analyse et qu'elle ne peut apporter de contre-argument »

Réponse du pétitionnaire :

La zone du projet intersecte deux unités paysagères distinctes, les contreforts de la Gâtine au nord, et les terres de brandes au sud. Ces deux unités constituent également le paysage majoritaire au sein de l'aire d'étude rapprochée. Les contreforts de la Gâtine se caractérisent par la présence d'un maillage bocager (p.39 de l'étude paysagère), tandis que les Terres de brandes sont plutôt constituées de paysages semi-ouverts mêlant grandes cultures et espaces végétalisés (boisements, taillis, haies et arbres isolés) formant un horizon boisé (p.38 de l'étude paysagère).

Cette différence de composition conduit le bureau d'études AEPE Ginkgo à préciser que « Dans le cas du parc des Champs Chagnots situé le long de l'autoroute, les perceptions se concentrent tout particulièrement depuis le sud de l'autoroute, qui est bien plus ouvert. La haie se fait rare et les parcelles sont vastes et nues. » (p.29 de l'étude paysagère).

L'analyse paysagère ne se limite pas à l'examen des compositions typiques des paysages de proximité. Elle s'appuie sur une méthodologie précise définie par le guide d'étude d'impact, fondée sur un raisonnement par aire d'étude. À partir d'un état initial détaillé, les experts paysagistes mobilisent :

- Des représentations cartographiques, notamment les zones d'influence visuelle (ZIV) ;*
- Des données topographiques, incluant les coupes de terrain ;*
- La réalité du site, restituée au moyen de photographies.*

Sur cette base, les experts ont pu identifier avec précision les sensibilités paysagères et, in fine, caractériser les enjeux à partir de la réalisation de nombreuses simulations visuelles.

- Eolise n'apporte non plus aucune réponse à ma contribution n°237, visant à prendre en compte l'effet cumulé des parcs proches (champ chagnots, plaines des moulins, grandes brandes) sur les lieux dits situés à proximité et entre les différents parcs. Cet effet n'est pas analysé dans le mémoire initial, n'a pas été complété lors des réponses d'Eolise. Quelle crédibilité à apporter à une analyse d'impact qui ne prend pas en compte l'ensemble des éoliennes déjà présentes et qui impactent les mêmes lieux ?

- Eolise n'a apporté aucune réponse crédible au besoin de bridage des éoliennes pour les nids de busard, alors que des scientifiques/naturalistes et protecteurs leur ont démontré que le bridage de 5 jours avant et après l'envol des jeunes n'était pas adapté et que cette mesure avait été créée dans un autre contexte pour une autre espèce (le vautour fauve). Eolise dans son dernier mémoire parvient à parler d'un bridage de 10 jours autour de « l'éclosion » et non de l'envol. Une bien belle erreur qui démontre s'il le fallait encore le manque de sérieux, de professionnalisme de cette équipe. »

Réponse du pétitionnaire :

En complément de la réponse effectuée sous la contribution n°431 « Les éléments de réponse apportés par le pétitionnaire s'appuient sur l'expertise produite par l'ensemble des bureaux d'études spécialisés, certifiés et reconnus dans leur domaine, ayant contribué à l'élaboration du projet. Le pétitionnaire ne saurait se substituer aux compétences techniques mobilisées dans le cadre de la constitution du dossier. La plupart des points soulevés trouvent une réponse argumentée dans un ou plusieurs volets de l'étude ; il est donc naturel que les réponses formulées renvoient aux analyses et conclusions des expertises. »

Les différentes mesures relevant de la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) ont été dimensionnées par les experts sollicités. La société Éolise accorde une pleine confiance à l'expertise rendue ainsi qu'à la pertinence et l'efficacité des mesures proposées. Les dispositifs de suivi qui seront déployés permettront néanmoins de vérifier l'efficacité des mesures de réduction et, le cas échéant, d'en ajuster la mise en œuvre si nécessaire.

Contribution n° 465 : « À la suite de la réponse du pétitionnaire dans son mémoire n°3, nous constatons qu'EOLISE ne prend pas en considération la présence importante de l'Œdicnème Criard dans l'aire d'étude. La contribution n°135 n'est en réalité pas traitée, alors qu'elle portait exclusivement sur l'Œdicnème criard, espèce patrimoniale majeure dont le Poitou- Charentes abrite la première population française, impliquant une responsabilité régionale forte ».

Réponse du pétitionnaire :

L'Œdicnème a été correctement pris en compte dans l'étude des milieux naturels. L'espèce a été recensée au sein de la ZPS « Plaines du Mirebalais et du Neuvilleois » et de la « Plaine de la Mothe Saint-Héray-Lezay ». Elle a été recensée sur la commune de Boivre la Vallée au sein de la base de données de l'INPN. Elle a également été inventoriée sur la zone d'étude en période de migration pré et post nuptiale, ainsi qu'en période de nidification (p. 45 du volet milieux naturels). La présence de l'espèce sur le site du projet est donc parfaitement connue.

L'enjeu a été évalué comme très faible en période de migration (p.72) et modéré en période de nidification (p.73). La sensibilité de l'espèce aux collisions éoliennes est considérée comme faible (2/4) (p. 78). « L'Œdicnème criard et le Pluvier doré se déplacent principalement au sol ce qui limite les risques de collision avec les éoliennes. C'est lors des rassemblements postnuptiaux que ces espèces peuvent être exposées, notamment quand ces groupes sont importants ce qui n'a pas été observé sur le site. » (p.80 du volet milieux naturels). Ainsi, la vulnérabilité de l'espèce est évaluée comme faible sur toutes les périodes de présence (p.79).

Contribution n° 470 : Mémoire en réponse « "Le réseau "Gîtes de France" constitue un label privé. À notre connaissance, aucune position officielle de la Fédération nationale des Gîtes de France ne s'oppose à la labélisation d'un Parc éolien de La Chapelle - "

MA REPONSE : La visibilité des éoliennes depuis les chambres ou les espaces de vie d'un gîte peut jouer contre l'obtention du label même si cela n'est pas écrit noir sur blanc dans le règlement national, c'est un fait, cela dépendra de la perception locale, de l'impact concret (vue, bruit, nuisances nocturnes). Or les éoliennes sont très visibles des chambres au premier (vous n'avez pas retenu l'importance et l'intérêt de faire la photo depuis le 1er étage) et des espaces de vie. »

L'interaction offerte par cette nouvelle procédure a trouvé de l'intérêt auprès du public. Le résultat attendu est d'apporter un éclairage autorisant une prise de décision objective

Pas de demande de complément.

3. Prise en compte de la consultation du public

3.1. Réponses apportées aux contributions

À cette fin, un mémoire en réponse a été élaboré pour chaque mois de la procédure. L'analyse, la synthèse des contributions et la rédaction du mémoire était à la charge du porteur de projet, le délai de production des mémoires a varié de quelques jours à deux semaines. La mise à disposition des documents sur le registre était à la charge du commissaire enquêteur. Au total, 4 mémoires en réponses ont été produits :

- **Mémoire en réponse n°1** en réponse aux contributions déposées entre le 8 septembre et le 12 octobre 2025, transmis au commissaire le 14 octobre. Contrairement à ce qui est indiqué dans le procès-verbal de synthèse, aucune modification n'a été apportée à ce document. La correction de l'une des réponses du mémoire avait initialement été envisagée comme une révision du document, mais elle a finalement été intégrée au mémoire n° 2, sans modification du premier mémoire.
- **Mémoire en réponse n°2** en réponse aux contributions déposées entre le 12 octobre et le 5 novembre 2025, transmis au commissaire le 21 novembre.
- **Mémoire en réponse n°3** en réponse aux contributions déposées entre le 5 novembre et le 28 novembre 2025, transmis au commissaire le 05 décembre.
- **Mémoire en réponse n°4** en réponse aux contributions déposées entre le 28 novembre et le 08 décembre, transmis le 10 décembre.

L'ensemble de la période de consultation a pu être couvert par le dispositif de réponse mis en place. Compte tenu du délai restreint pour traiter les dernières contributions, le mémoire n° 4 n'a toutefois pas pu être transmis, ni mis à la disposition du public avant la clôture de la consultation. Néanmoins, le commissaire a bien pu prendre connaissance des réponses apportées par le porteur de projet aux dernières thématiques soulevées.

Dans ces mémoires en réponse, les sujets abordés dans les contributions ont été regroupés par thématiques et illustrés par des citations extraites des contributions. Ces extraits avaient pour seul objectif de contextualiser les éléments de réponse. Pour des raisons de lisibilité, il n'a pas été envisagé d'établir une liste exhaustive des contributions traitant de chaque sujet. Par ailleurs, les sujets ayant déjà fait l'objet d'une réponse dans les mémoires précédents n'ont pas été traités à nouveau.

Au total, les 4 mémoires en réponses ont permis de couvrir une centaine de sujets différents illustrés par environ 150 citations issues du registre.

3.2. Éléments supplémentaires et évolution apportés au dossier

3.2.1. La prise en compte des Grandes Brandes

Le parc éolien des Grandes Brandes, implanté en parallèle du parc éolien des Champs Chagnots, est entré en phase de consultation peu avant le dépôt du projet de La Chapelle en mai. Néanmoins, les études réglementaires étant évidemment finalisées bien en amont du dépôt du dossier, certains bureaux d'études n'ont pas été en mesure d'anticiper son intégration au contexte éolien analysé.

Dès qu'elle a eu connaissance des implantations, la société Éolise a mandaté les bureaux d'études paysager et acoustique afin de prendre en compte l'évolution du contexte.

Lors de la réunion d'ouverture de la consultation, il a été convenu que les résultats des études, encore en cours à ce moment-là, seraient transmis dans les meilleurs délais, afin de vérifier que le projet des Grandes Brandes n'était pas de nature à remettre en cause les conclusions des études.

Les résultats de ces nouvelles études ont été mis à disposition du public en annexe du mémoire en réponse intermédiaire n°2. Il s'agit de :

- La mise à jour des risques d'impacts acoustiques cumulés et des conclusions de l'étude d'impact acoustique ;
- La mise à jour du cahier de photomontage, déposée indépendamment au sein de la rubrique « *Dossier de consultation public* » du registre en raison de sa taille ;
- La mise à jour de l'évaluation des risques de saturation visuelle ;
- La mise à jour des conclusions de l'étude paysagère.

Concernant le volet paysager, compte tenu de la superposition du parc des Grandes Brandes avec celui des Champs Chagnots, aucune évolution significative des conclusions de l'étude paysagère n'est à signaler : « *Ce projet vient doucement renforcer la présence de structures énergétiques sur le territoire. En effet, le motif éolien est déjà présent avec notamment le parc des Champs Chagnot qui se positionne à 1,2 km du projet, le long de l'A10, et celui en projet, en symétrie, des Grandes Brandes. L'ajout d'un parc de deux éoliennes dans la continuité de ce parc vient donc peu faire évoluer l'ambiance des paysages locaux.* »

Concernant le volet acoustique, le plan de bridage initialement prévu permet d'assurer le respect des exigences réglementaires même dans cette nouvelle configuration.

3.2.2. Le photomontage depuis le château de Montreuil-Bonnin

Lors de la réunion d'ouverture, la propriétaire du château de Montreuil-Bonnin a manifesté son désaccord avec le point de vue sélectionné pour réaliser les simulations visuelles depuis le château. En effet, n'ayant pas réussi à convenir d'une date avec la propriétaire, une prise de vue a été réalisée en contrebas du château.

La propriétaire a exprimé, sur le registre, le souhait qu'une nouvelle prise de vue soit réalisée. En accord avec elle, une nouvelle prise de vue a ainsi été effectuée le 23 octobre depuis la terrasse est du château, en présence de la propriétaire et de Monsieur le Commissaire enquêteur. L'emplacement a été choisi d'un commun accord par les parties présentes, dans la mesure où il offrait une vue majorante sur le projet éolien de La Chapelle.

La simulation visuelle en résultant a été incluse au sein du cahier de photomontage mis à jour (annexe du mémoire en réponse n°2), en complément de la prise de vue initiale (19 bis).

Néanmoins, plusieurs critiques ont été formulées concernant la réalisation de la simulation. Classiquement, le photomontage a été centré sur le projet étudié, ce qui a eu pour conséquence de ne pas montrer l'ensemble du parc éolien de la plaine des Moulins Énergies. Plusieurs contributions ont demandé que le photomontage soit orienté de manière à visualiser les vues

possibles sur le parc de la Plaine des Moulins Energies. Pour y répondre, une deuxième version du photomontage a été réalisée et annexée au mémoire en réponse n°3.

3.2.3. Réponses et éléments supplémentaires par AEPE Gingko

Au regard des contributions déposées sur le registre, le bureau d'études AEPE Gingko, en charge du volet des milieux naturels, nous a communiqué plusieurs éléments de réponses supplémentaires, qui ont été mis à disposition du public en annexe du mémoire en réponse n°2.

- Le calendrier des inventaires naturalistes corrigé. Les contributeurs avaient souligné l'absence d'indication des dates de réalisation de l'inventaire de la faune nocturne.
- La liste complète des espèces d'oiseaux cités dans la bibliographie de l'INPN sur la commune de Boivre-la-Vallée. Les contributeurs ayant critiqué que seules les espèces patrimoniales soient listées dans la bibliographie de l'étude.
- Une réponse spécifique aux enjeux liés au Busard cendré sur le site.
- Une réponse spécifique aux enjeux liés à la Grue cendrée sur le site.

3.2.4. Mis à disposition de l'étude du productible

Plusieurs contributeurs ont exprimé des doutes concernant l'évaluation de la production du parc (18 500 MWh/an). Il a notamment été reproché que les pertes liées aux différentes mesures n'auraient pas été prises en compte dans le calcul du productible.

L'évaluation du productible tient évidemment compte des pertes engendrées par les différents bridages appliqués au parc. « *La prévision de production nette annuelle est de 20 000 MWh/an pour l'ensemble du parc selon une moyenne de 3 modèles représentatifs du gabarit déposé. Le productible final retenu intègre le maximum estimé des différentes pertes et des bridages potentiels. Ce productible final est de 18 500 MWh/an* » (réponse produite dans le cadre du mémoire en réponse n°3).

Néanmoins, pour compléter notre réponse, l'étude complète du productible a été annexée au mémoire en réponse n°3.

3.3. Évolution des mesures

3.3.1. Concernant la protection des élevages à proximité

Un éleveur bovin local a fait part, lors de la réunion de clôture et sur le registre, de son inquiétude quant aux éventuelles perturbations qu'un projet éolien pourrait engendrer sur son activité. Il a notamment été question de la sensibilité des bovins aux courants électromagnétiques.

Il n'y a aucun impact potentiel entre un parc éolien bien conçu et la santé des animaux. Le parc d'environ 10 000 éoliennes français cohabite très souvent avec des zones d'élevage ovin et bovin.

Un projet éolien en Pays de la Loire, a notamment concentré ce type d'inquiétude et est régulièrement cité comme exemple. Le porteur de projet rappelle qu'à ce jour les études de

l'ANSES, du GPSE, du CETIM ou du centre ONIRIS ont rendu des rapports concluant à l'absence de lien entre le parc éolien et les troubles décrits dans les élevages.

Rappelons également que le réseau électrique utilisé pour le transport de l'électricité d'un parc éolien est équivalent à celui présent dans l'ensemble du territoire pour la distribution et le transport de l'électricité. Les impacts sont par ailleurs beaucoup plus faibles car le réseau électrique interne d'un parc éolien est enterré avec des câbles blindés. Les champs électromagnétiques du réseau électrique de distribution et de transport d'électricité existante sont donc bien plus importants et également avec un impact nul sur la santé.

Par ailleurs, l'hypothèse de raccordement privilégiée consiste en la réutilisation du raccordement existant au niveau des Champs Chagnots (p.183 de l'étude d'impact). Le raccordement du parc de La Chapelle n'entraînera ainsi pas d'effet supplémentaire.

Ainsi, comme indiqué dans le mémoire en réponse n°3, nous ne donnons pas suite à la demande de l'éleveur visant à instaurer dès à présent un protocole d'étude dans les élevages avant et après la mise en service du projet. Toutefois, il convient de rappeler qu'une attention particulière sera portée au retour des acteurs du territoire, et notamment des éleveurs, après la mise en service du parc. Des études complémentaires pourraient être menées au cas par cas si des doutes significatifs venaient à être signalés.

3.3.2. Remise en état des voies

Lors de la réunion d'ouverture, plusieurs inquiétudes relatives à la préservation des routes pendant la phase de chantier ont été exprimées par le public. En accord avec les participants, le porteur de projet s'engage à faire intervenir un commissaire de justice afin de constater l'état des voies avant le démarrage des travaux, puis à assurer leur remise en état, conformément à la réglementation, à l'issue du chantier.

3.3.3. Mesure E12 : Bridage des éoliennes pour les Busards

Plusieurs contributions ont estimé que la durée de bridage proposée pour la protection des Busards était insuffisante. Pour rappel, en cas de détection d'individu nidifiant à moins de 500 m d'une des éoliennes, les éoliennes seront bridées en journée, à minima 5 jours avant et 5 jours après la date estimée d'envol. Le suivi, l'estimation de la date d'envol et la durée du bridage seront déterminés par un écologue indépendant et spécialisé.

Néanmoins, au vu des inquiétudes soulevées lors de la consultation publique, le porteur de projet propose de porter la temporalité du bridage à 5 minimums jours avant et 10 jours minimums après la date estimée d'envol. Il convient de rappeler qu'il s'agit dans tous les cas d'un minimum, la période de bridage peut s'étendre au-delà si l'expert mandaté l'estime nécessaire.

3.3.4. Préservation des haies

Les travaux nécessitent la coupe de 11 mètres linéaires de haies, afin de créer une piste temporaire entre les deux éoliennes ainsi que le passage du raccordement. Afin de répondre aux remarques de certains contributeurs, le porteur de projet s'engage à reconstituer les haies concernées dès la fin des travaux.

Par ailleurs, à la suite de la consultation du public, il est également proposé par le porteur de projet d'inclure une nouvelle mesure d'accompagnement visant à la création et au renforcement des haies locales. Le but étant de renforcer, voire de reconstituer, la fonctionnalité des corridors au sein de l'AEI du projet. Il est donc envisagé la création d'une haie arbustive associée à des lisières enherbées, qui seront bénéfiques à l'ensemble des taxons, aussi bien pour l'alimentation que pour le refuge, le transit et la reproduction. Cette mesure vise en particulier les cortèges avifaunistiques adeptes des habitats de type bocager, ainsi que les Chiroptères, et plus largement, l'ensemble des groupes faunistiques inféodés à ces habitats.

Conditions de mise en œuvre :

- Il est proposé de créer un corridor de 200 à 300 mètres linéaires, éloigné d'au minimum 200 m des rotors, dans le but de limiter au maximum le risque de collision ou barotraumatisme pour les espèces ciblées par la mesure.
- Privilégier également la connexion de ces nouvelles haies aux linéaires déjà existants, si possibles selon la répartition des haies *in situ*, afin de maximiser le rôle structurel et fonctionnel des corridors écologiques renforcés.
- La période d'intervention doit être comprise entre la mi-juillet (travail du sol en été) et la mi-mars de l'année suivante (fin des plantations hors période de vent fort et de gel).
- Les haies seront plantées sur 2 rangs, espacés de 60 cm. Les plants choisis (1 tous les 2 m, en quinconce) seront préférentiellement des essences locales (espèces invasives ou ornementales à proscrire), et feront environ 50 cm de hauteur pour les arbustes, et 1 m pour les arbres, au moment de la plantation. Un arbre de haut jet sera planté tous les 8 m.
- Les lisières enherbées (soit une bande de terre de 1 m de large et commençant au niveau des plants) devront être fauchées en-dehors des périodes les plus propices à la nidification des oiseaux (mi-mars - mi-août), une à deux fois par an pour éviter l'installation de ligneux. Il est également possible de créer des zones enherbées là où les agriculteurs ne peuvent effectuer un passage avec les machines, de préférence dans la continuité de la haie pour assurer une certaine cohérence écologique.
- Les plantations auront lieu au minimum 1 an avant la mise en service du parc.

Afin d'assurer la pérennité de la mesure de replantation des linéaires de haies bocagères, l'entretien sera effectué la première année par un paysagiste avec une garantie de reprise des plants après 1 an. Il est également précisé que durant toute la phase d'exploitation du parc éolien, le propriétaire foncier et l'exploitant s'engagent à ne pas détruire les linéaires de haies bocagères plantées sur leurs parcelles.

La mesure n'étant pas prévue initialement, aucun linéaire n'a encore clairement été défini. La carte ci-dessous indique les linéaires envisagés dans le cadre de cette mesure. Précisons bien que l'ensemble de ces portions vertes et bleues ne pourront être réalisées : en effet, la mesure prévoyant la replantation de 200 à 300 ml au total, les linéaires indiqués sur la carte ci-après représentent l'ensemble des secteurs envisagés dans le cadre de cette mesure.



Carte 2 : Localisation des secteurs envisagés pour la réalisation de la mesure de création et gestion de linéaires de haies